03 AVRIL

ENSEMBLE, NE LES LAISSONS PAS FAIRE ! TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION

collectif éducation 94

Entendu dans la manifestation du 22 Mars :

Isabelle documentaliste à Gentilly :

« Quelle que soit la collectivité, il y a de la souffrance qui s'exprime, accentuée par le fait qu'à l'extérieur, on nous renvoie toujours au fait que nous sommes des fonctionnaires et que nous n'avons donc pas le droit de nous plaindre… C'est assez violent, . Macron nous méprise et il est dangereux d'opposer ainsi les uns aux autres, le privé contre le public, les cheminots contre les usagers. »

David enseignant en région parisienne :

« On est deux profs avec un bébé, on ne se plaint pas mais aujourd'hui, les jeunes qui sont recrutés vont démarrer à 1 700 euros alors qu'ils ont un bac + 5 ? Mais qui va venir ? On nous parle du CP à 12 mais ce n'est pas suffisant, la vraie réforme aurait été de baisser les effectifs dans toutes les classes. Moi, j'ai 29 élèves en grande section de maternelle avec un double niveau et la menace de ne plus avoir personne pour m'aider dans ma classe, c'est lamentable. »

Jacques aide soignant à l'AP-HP :

« Comment voulez-vous assurer une prise en charge convenable des patients si on ne peut pas faire de prélèvements dans la demi-heure ? C'est la même chose si on sous-traite les services techniques au privé. Il ne faut pas croire qu'ils vont se déplacer rapidement pour déboucher un lavabo ou changer une ampoule… On sous-traite, on sous-traite, à la fin ce sont les patients qui trinquent. »

Gilles, cheminot dans le 92 :

« On n'est pas là pour nous, mais pour les générations suivantes, pour pérenniser un symbole du service public, afin qu'il soit encore au service des Français pendant de longues années, Aujourd'hui, les gens ne se rendent pas compte de la chance qu'ils ont d'avoir la SNCF. Quand on passera au privé, les prix augmenteront, et la sécurité sera menacée. »

Ava aide soignante en EPHAD :

« On va continuer, tant qu'on n'est pas entendus. Et ils vont céder. Dans nos établissements, ça devient ingérable, on n'a pas assez de personnel et pourtant il faut bien faire le travail. Ils font exprès de ne pas nous écouter mais nous sommes prêts à nous mettre en grève autant de fois que nécessaire. »

Jérôme cheminot :

« Moi je gagne 1 800 euros par mois après 22 ans de boîte. si la SNCF est endettée, c'est à cause du "tout TGV". La direction n'a jamais écouté les cheminots sur le sujet et maintenant on s'en prend à nous comme si nous étions responsables de la dette ! »

Emilie enseignante en région parisienne :

« Il n'y a pas plus d'absence chez les profs qu'ailleurs, mais même malade, on ne s'arrête pas longtemps car nous savons bien ce que ça veut dire d'être absent pour les élèves et leurs parents. Le jour de carence, c'est une manière de nous inciter à rester au lit, c'est totalement contre-productif. Pourquoi Macron fait ça ? Pour pouvoir dire "vous n'aimez pas les fonctionnaires, moi non plus, je vais les sanctionner". »

François, cadre et syndicaliste :

« Mais ce qui nous réunit est la dégradation des conditions de travail, un peu partout. Nous sommes, en tant que syndicalistes, les premiers observateurs des signaux faibles, les morts aux urgences ou les suicides dans la police. Il faut tenir compte de ça. »

Dokiz, 19 ans, cheminot dans le nord :

« On a des salaires de misère en maintenance. Moi je gagne mille euros pile par mois alors qu'on porte des charges lourdes, qu'on travaille parfois la nuit… »

Zoé lycéenne :

« Parcours-sup a été mis en place à la va-vite. Autour de moi, les terminales sont stressés par la procédure », J'ai aussi été choquée par le fait que les élèves en situation de handicap ne puissent plus bénéficier des commissions médicales qui existaient dans l'ancienne formule. Sans parler de l a discrimination qui touche les élèves de bac pro et qui ne pourront plus intégrer l'université. »

ENSEMBLE, NE LES LAISSONS PAS FAIRE ! TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION LE 03 AVRIL !

collectif éducation 94

03 AVRIL

ENSEMBLE, NE LES LAISSONS PAS FAIRE ! TOUTES ET TOUS DANS L'ACTION

collectif éducation 94

AG à 18h Espace Robespierre IVRY

S'attaquer aux fonctionnaires, c'est s'attaquer aux services publics !

Le programme CAP 2022 du gouvernement Macron, c'est d'ici 2022 un véritable démantèlement des services publics essentiels pour les citoyens avec la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

Y-a-t-il trop de fonctionnaires, dès lors que le nombre d'enseignants est en chute libre dans le budget 2018 (**10% de postes en moins au concours des professeurs des écoles**), que la fermeture de classes (**168 dans le Val de Marne**) et l'absence de cours pour les élèves se multiplient (**moins d'un enseignant sur 5 est remplacé lorsqu'il est absent moins de 15 jours**) ?

Y-a-t-il encore trop de fonctionnaires, alors que les salariés des EPHAD ont lancé un mouvement de grève inédit et massif, réunissant à la fois personnels, directions et usagers pour **exiger de la dignité** non seulement pour leur travail, mais surtout pour les personnes âgées qu'ils accueillent ?

Y-a-t-il toujours trop de fonctionnaires, lorsque les personnels de la pénitentiaire sont en **grève pendant plus de 12 jours** pour exiger de meilleures conditions de travail ?

Nous pourrions multiplier la liste à l'infini : **personnels des transports publics, des hôpitaux, de la médecine et de l'inspection du travail, de Pôle Emploi, des douanes, de la police, de la recherche, de la culture, de la fonction publique territoriale ; des bureaux de postes, des antennes de la CAF et de la Sécu qui ferment partout ...etc.**

Après la casse du code du travail qui encadre l'emploi privé, c'est la casse du statut de fonctionnaire qui protège le bien commun !

Les fonctionnaires sont des salariés exerçant des métiers, dotés de qualification, de savoir-faire et de compétences. S'ils ont un statut c'est parce qu'ils œuvrent aux services de l'**intérêt général** et non d'un actionnaire. **Les services publics sont notre bien commun à destination de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de solidarité, d'équité, d'égalité d'accès et de traitement pour tous, ils favorisent le lien social.**

Qui sont les privilégiés ? Les fonctionnaires ou les évadés fiscaux ?

Dans le Val de Marne et dans tout le pays, des mobilisations ont lieu pour exiger les moyens dont nous avons besoin pour développer un service public de qualité au service de la population.

Faisons du 03 avril une étape de plus vers un mouvement départemental unitaire !

collectif éducation 94 / 94ecoleres@gmx.fr

Le Collectif éducation 94 regroupe des parents (FCPE, ULEA et non affilié-es) et des enseignant-es du premier degré au supérieur, syndiqué-es ou non, du Val de Marne